

AVENANT 1

CONVENTION COLLECTIVE DES PERSONNELS D'ADMINISTRATION ET DE SERVICE

ENTRE-LES SOUSSIGNES :

LA DIRECTRICE DIOCESAINE DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE EN NOUVELLE-CALEDONIE,

Madame Karen CAZEAU

AGISSANT EN VERTU DES POUVOIRS QUI LUI ONT ETE DELEGUES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE (CAEC),

D'une part,

ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES SUIVANTES :

– S.D.C.E.C.	représenté par : Thierry KADOOKA
– S.E.P. – C.G.C.	représenté par : Jordane LEFEBVRE
– SYpSTEP	représenté par : André BUFFIN
– U.S.T.K.E.	représenté par : Jean Michel HOVEUREUX

D'autre part,

CONSTATENT LA DENONCIATION PARTIELLE DE LA CONVENTION COLLECTIVE DES PERSONNELS D'ADMINISTRATION ET DE SERVICE PORTEE PAR LE SYNDICAT SYPSTEP CONCERNANT LA SITUATION DES PERSONNELS INFIRMIERS ; LES PARTIES S'ENTENDENT UNANIMEMENT POUR MODIFIER LE DOCUMENT CONCLU LE 29 AVRIL 2019 COMME SUIT :

Article 1 – MODIFICATION DU TITRE V

Le Titre V devient : LES PERSONNELS INFIRMIERS – CAHIER DES CHARGES

L'article 30 est modifié comme suit :

Le personnel infirmier fait partie intégrante de l'équipe éducative de l'établissement.

Sa mission s'inscrit dans les orientations du Projet Educatif de l'Enseignement Catholique de Nouvelle Calédonie, en lien avec le projet éducatif de la Nouvelle-Calédonie et les orientations de la politique de santé du pays (plan DO KAMO). Elle contribue à l'amélioration, au maintien et à la prise en compte du bien-être du jeune dans sa globalité pour soutenir sa réussite scolaire et éducative.

Le personnel infirmier concourt à instaurer un climat scolaire serein et un cadre protecteur.

Dans le cadre de son rôle relationnel, technique et éducatif, le personnel infirmier accueille l'élève pour une prise en charge physique, psychologique et sociale dès lors qu'il y a une incidence sur sa scolarité. Il permet de détecter et de contribuer à la définition d'une prise en charge des difficultés susceptibles d'entraver la réussite scolaire.

En cas de nécessité et sur demande du directeur il participe au groupe de prévention du décrochage scolaire.

Il exerce sous l'autorité du directeur des établissements d'affectation et dans le cadre de la délibération n° 352 du 7 mars 2014 portant statut particulier du cadre des personnels paramédicaux de Nouvelle-Calédonie. Ses conditions d'exercice sont définies par les articles R.4311-1 à R.4311-11, R.4311-14 et R.4311-15 du code de la santé publique. Dans l'ensemble de ses activités, le personnel infirmier est soumis au secret professionnel dans les conditions établies par la délibération n° 104 du 15 décembre 2010.

L'article 31 est modifié comme suit : Obligations de service

A) 31.1 : Temps de présence

a. Présence dans l'établissement : Le personnel infirmier est tenu d'être présent dans l'établissement lorsque les élèves y sont présents tous les jours de l'année scolaire, sauf les samedis, dimanches, les jours de fête légaux, les jours déclarés chômés et durant les vacances scolaires que définit l'article 29.

b. Le service hebdomadaire moyen : L'horaire de service est proposé par la direction de l'établissement, en fonction des impératifs de la vie scolaire, après accord de la Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique ; il ne peut excéder trente-neuf heures par semaine pour un emploi à temps complet, mais pourra être porté à 42 heures hebdomadaires maximum en cas d'annualisation du fait des vacances scolaires périodiques.

c. Temps de préparation : Pour garantir le fonctionnement de l'infirmerie et l'accueil des élèves dès le 1^{er} jour de la rentrée scolaire, le personnel infirmier sera présent pendant une semaine (cinq jours ouvrables répartis par l'employeur sur les 7 jours calendaires précédant la rentrée) avant la rentrée scolaire.

d. Heures supplémentaires : Pour les personnels dont le temps de service n'est pas annualisé, des heures supplémentaires peuvent être effectuées par les personnels infirmiers lorsque sa présence est requise en dehors de son temps de service habituel dans les conditions suivantes :

- Uniquement sur la base du volontariat, au-delà des 39 heures légales et dans la limite de 10 heures au total par jour et de 130 heures supplémentaires par an et par salarié.
- Uniquement sur la base du volontariat en cas de complément horaire pour un emploi inférieur à 39 heures légales par semaine.

e. Pause déjeuner : Les personnels infirmiers ont droit à une heure de pause déjeuner obligatoire.

B) 31.2 : Fonctions

Le personnel infirmier dans l'établissement aura notamment à charge de proposer et d'organiser des actions dans les domaines suivants :

- Soins médicaux préventifs et curatifs,
- Dépistage, prévention et éducation en matière d'hygiène, de santé individuelle et collective et de sécurité,
- Education à la santé sexuelle et affective,
- Repérage et orientation en cas de suspicion d'infection sexuellement transmissible, d'inaptitude professionnelle, de maladie endémique, de conduite addictive
- Participation à la promotion de la santé à travers l'élaboration du volet « climat scolaire et bien être » du Projet d'établissement,
- Participation à des actions de santé publique : vaccination anti HPV...

En lien étroit avec le Chef d'établissement qu'il tiendra informé régulièrement, il pourra être amené à :

- Participer à l'accueil et l'accompagnement de chaque élève afin de répondre à ses besoins spécifiques liés à sa santé physique ou psychique et de contribuer ainsi à son éducation en vue de son insertion sociale et professionnelle.
- Participer aux Enseignements Pédagogiques Interdisciplinaires (EPI).
- Assister aux séances du conseil de classe lorsqu'il a connaissance de la situation particulière d'un élève ;
- Participer au conseil de discipline pour apporter son témoignage ;
- Participer aux équipes éducatives suivant le contexte médical de l'élève ;
- Participer aux travaux du conseil d'établissement, s'il n'est pas élu à titre consultatif, lorsque l'ordre du jour appelle l'examen d'une question intéressant ses attributions.

Comme les autres membres de la communauté éducative, il contribue à la réflexion et à l'élaboration du projet d'établissement.

Il peut être réquisitionné pour des actions de secours, de médecine de catastrophe et d'aide humanitaire ainsi que pour toute action coordonnée conduisant à une prise en charge globale des personnes.

Ces fonctions sont détaillées dans un cahier des charges des missions du personnel infirmier à la DDEC, qui s'appuie sur le BOEN du 12/11/2015.

L'article 32 est modifié comme suit : Congés

A) 32.1 : Congé annuel réglementaire

Il est défini par le Code du Travail de la Nouvelle Calédonie, Titre IV, Chapitre I, Sections 1 et 2.

Ce congé annuel réglementaire doit être inclus dans les grandes vacances scolaires, dont les dates sont arrêtées par le Président du gouvernement de la Nouvelle Calédonie.

B) 32.2 : Congé conventionnel

Il est reconnu aux personnels infirmiers de pouvoir bénéficier d'un congé dit conventionnel, complémentaire au congé annuel réglementaire.

Dans le cadre de l'annualisation de leur temps de service les personnels infirmiers bénéficieront ainsi de toutes les vacances scolaires pendant lesquelles les enfants ne sont pas présents dans l'établissement et dont les dates sont arrêtées par le Président du gouvernement de la Nouvelle Calédonie.

Cependant, dans le cadre des organisations propres aux établissements, les personnels infirmiers sont tenus présents cinq jours ouvrables répartis en accord avec le chef d'établissement en début et en fin de chaque année scolaire.

L'article 33 est modifié comme suit : Grille Salariale et avancement

A) 33.1 : Grille salariale

Le personnel infirmier, relève de la catégorie des personnels d'administration. Il est non-cadre mais bénéficie d'une grille de salaire particulière annexée au présent avenant.

Le personnel infirmier ne perçoit pas le supplément familial de traitement (SFT).

Cette grille est annexée à la présente convention.

B) 33.2 : Avancement

L'avancement dans la grille de salaire des personnels infirmiers s'effectue à l'ancienneté en fonction de la durée à accomplir dans chaque échelon.

L'accès à la grille HORS CLASSE est possible sous réserve de support budgétaire lorsque le 5^{ème} échelon de la classe normale est atteint et que le personnel totalise 10 ans de service effectif ininterrompu à la DDEC.

C) 33.3 : Mesure transitoire

Pour les personnels en fonction avant la mise en application de ce titre, un reclassement dans la nouvelle grille sera proposé compter du 1^{er} Janvier 2023 à salaire brut immédiatement égal ou supérieur sans conservation d'ancienneté dans l'échelon.

Article 2 – MODIFICATION DU TITRE VI

Le Titre VI devient : LA COMMISSION PARITAIRE

L'article 34 est modifié comme suit : Attributions

Le contenu est celui de l'article 30 de la convention collective initiale.

Un article 35 est créé suit : Composition

Le contenu est celui de l'article 31 de la convention collective initiale.

Un article 36 est créé suit : Fonctionnement

Le contenu est celui de l'article 32 de la convention collective initiale.

Un article 37 est créé suit : Litiges

Le contenu est celui de l'article 33 de la convention collective initiale.

Article 3 – CREATION DU TITRE VII

Il est créé un Titre VII : CONCLUSION

Un article 38 est créé suit : Litiges

Le contenu est celui de l'article 34 de la convention collective initiale.

Article 4 - ANNEXES

Afin de prendre en compte les dispositions prévues dans cet avenant, l'annexe 4 de la convention collective des personnels d'administration et de service est complétée par l'ajout d'une grille de salaire spécifique aux personnels infirmiers. Ce document est ajouté au présent accord.

Article 5 - DUREE / REVISION DE L'ACCORD

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature et vaut pour une durée indéterminée. Il sera publié par note de service.

Cet avenant s'incorporant à la CONVENTION COLLECTIVE DES PERSONNELS D'ADMINISTRATION ET DE SERVICE ses dispositions sont révisables ou dénonçables selon les modalités des articles 4 et 6 de la convention collective.

ARTICLE 6 - FORMALITES DE DEPOT

Le présent accord est établi en deux exemplaires.

La DDEC procèdera auprès de la Direction du travail et de l'emploi au dépôt de l'accord dans sa version support papier signée des parties.

Nouméa, le 01 juin 2023

**La Directrice diocésaine
de L'Enseignement Catholique**




Karen CAZEAU

La Directrice diocésaine
CAEC

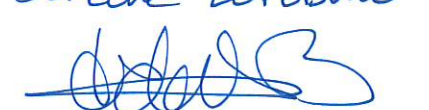
Pour le S.D.C.E.C.

YADORA Rierry




Pour le SEP – C.G.C.

JORDANE LEFEBVRE




Pour le SYpSTEP

André BUFFIN



Pour l'U.S.T.K.E.

HOUEREAUX Jn. Michel



ANNEXE - Grille de salaire des personnels infirmiers

Catégorie A au 1er Janvier 2022 Recrutement après le 1er Juin 2012			
Éch.	IB	INM	Durée dans l'échelon (année)

Catégorie B au 1er Janvier 2022 Recrutement avant le 1er Juin 2012			
Éch.	IB	INM	Durée dans l'échelon (année)

HORS-CLASSE	11	886	722	
	10	836	685	4,0
	9	792	651	4,0
	8	750	619	3,0
	7	709	588	3,0
	6	669	558	3,0
	5	631	529	3,0
	4	595	501	2,0
	3	558	473	2,0
	2	518	445	2,0
	1	489	422	1,5

	10	751	620	
	9	725	600	4,0
	8	705	585	3,0
	7	693	575	3,0
	6	674	561	3,0
	5	652	544	2,5
	4	621	521	2,5
	3	587	495	2,0
	2	553	469	2,0
	1	532	455	1,0

CLASSE NORMALE	11	821	673	
	10	778	640	4,0
	9	732	605	4,0
	8	693	575	3,0
	7	653	545	3,0
	6	611	513	3,0
	5	576	486	2,5
	4	544	463	2,0
	3	514	442	2,0
	2	484	419	2,0
	1	444	390	1,5

	8	664	554	
	7	614	515	4,0
	6	563	477	4,0
	5	517	444	4,0
	4	489	422	4,0
	3	460	403	3,0
	2	438	386	3,0
	1	418	371	2,0

Accès à la HORS CLASSE possible sous réserve de support budgétaire lorsque le 5^{ème} échelon est atteint et que le personnel totalise 10 ans de service effectif ininterrompu.
Pas d'ancienneté conservée – Pas de versement du SFT.